

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 20 mai 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté ministériel "réglementant les licences civiles de pilote d'avions", a donné le 26 mai 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 20 mei 1999 door de Minister van Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen", heeft op 26 mei 1999 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du ministre sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient à la Chambre des représentants d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le ministre ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

*

*

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule sont rédigés de manière quasi identique. En l'espèce, le préambule s'exprime en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par la circonstance que les pays membres des J.A.A. (Joint Aviation Authorities) ont adopté une date commune d'application de ces dispositions uniformisées au niveau européen, à savoir le 1er juillet 1999; qu'il est donc ici question du respect par la Belgique de ses engagements pris à l'égard de ses partenaires européens des J.A.A.

.../...

A cet égard, les J.A.A. ont prévu un système de contrôle supranational exercé par des équipes d'inspection composées d'experts des différents pays membres, appelées List-teams (Licensing Standardisation team). Ces équipes sont chargées de contrôler si les réglementations nationales reprennent correctement les règles JAR-FCL, mais également si leur application et leur interprétation sont conformes aux normes européennes. Toute divergence d'une réglementation nationale par rapport aux règles JAR-FCL constatée par ces List-teams peut aboutir, dans les cas extrêmes, à ce que les licences délivrées par le pays concerné ne soient plus reconnues au titre de licences JAR-FCL. Les J.A.A. ont déjà notifié à la Belgique le passage de ses List-teams pendant la semaine du 25 au 28 mai 1999.

D'autre part, l'urgence résulte également du fait que ces nouvelles dispositions impliquent un bouleversement important aux niveaux de la délivrance des licences, de leurs renouvellements, des examens, de la formation des pilotes par des organismes reconnus. L'ampleur de ces bouleversements est telle que pour être appliquées, ces nouvelles dispositions nécessitent impérativement d'être publiées au Moniteur belge avant leur application, ceci pour que les différentes catégories d'usagers de la navigation aérienne auxquelles sont destinées ces dispositions en aient connaissance à l'avance. En effet, les destinataires de ces dispositions, parmi lesquels les organismes de formation du personnel navigant, doivent bénéficier d'un temps minimum nécessaire de préparation pour la prise d'une série de mesures au niveau pratique pour pouvoir être conformes à la réglementation au moment où celle-ci entrera en vigueur. Les usagers doivent donc être officiellement informés avant l'entrée en vigueur du projet, de sorte que celui-ci devrait être publié au Moniteur belge pour le 15 mai 1999 au plus tard;".

*

*

*

.../...

Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne n'autorise le ministre chargé de l'administration de l'aéronautique à déléguer ses pouvoirs que pour des actes individuels.

De nombreuses dispositions du projet délèguent cependant un pouvoir réglementaire au directeur général de l'administration de l'aéronautique, ce qui n'est pas admissible. Tel est le cas des articles 6, 7, 19, 20, 31, 34, 35, 41, 43, 44, 47, 49, 55, 61, 62, 68, 77, 78, 89, 102.

2. Contrairement à l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilote d'avions, que l'arrêté en projet tend à abroger, ce dernier ne prévoit pas de manière exhaustive toutes les conditions qui doivent être réunies par le demandeur de licence.

Pour nombre de ces conditions, il se contente de se référer aux "règles communes élaborées par les JAA dans le domaine des licences du personnel navigant", c'est-à-dire les JAR-FCL.

.../...

Cette manière de légiférer présente un grave inconvénient pour la sécurité juridique, vu que les JAR-FCL ne font pas l'objet d'une mesure de publicité en Belgique (1).

Il convient, dès lors, de compléter l'arrêté en projet en y incluant les conditions de délivrance des licences prévues par les JAR-FCL.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 3

Lorsqu'une disposition d'un texte visé dans le préambule est citée, il convient de mentionner toutes les modifications apportées à cette disposition. L'on rédigera donc cet alinéa comme suit :

-
- (1) Ces JAR-FCL ne figurent pas parmi les JAR énumérés à l'annexe II du Règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil, du 16 décembre 1991, relatif à l'harmonisation de règles techniques et de procédures administratives dans le domaine de l'aviation civile (J.O., L373, 31 décembre 1991) qui, en vertu de l'article 3 dudit Règlement, sont applicables dans la Communauté. Il est toutefois à noter qu'aux termes de l'article 5 du même Règlement, "les Etats membres veillent à ce que leurs autorités compétentes en matière d'aviation civile satisfassent aux conditions d'adhésion aux JAA, visées dans les arrangements, et signent sans réserve lesdits arrangements avant le 1er janvier 1992".

.../...

"Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, notamment l'article 31, remplacé par l'arrêté royal du 20 août 1968 et modifié par l'arrêté royal du 19 octobre 1998, les articles 33 à 35, et l'article 39, remplacé par l'arrêté royal du 12 juin 1974 et modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1992;".

Alinéa 4

Comme il a déjà été rappelé précédemment par la section de législation du Conseil d'Etat (1), il convient de viser l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilote d'avions en mentionnant toutes les modifications expresses encore en vigueur apportées à cet arrêté. Outre les modifications mentionnées, on ajoutera celle apportée par l'arrêté ministériel du 12 février 1999 (2).

(1) Voir l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 1997, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilote d'avions" (L. 26.511/4), ainsi que l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 9 novembre 1998, sur un projet d'arrêté ministériel modifiant le même arrêté (L. 28.023/4).

(2) Moniteur belge du 19 mai 1999 (2e éd.).

Alinéa 5

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence à l'association des Gouvernements régionaux sous la forme d'un considérant, cette manière de faire n'est actuellement plus d'usage. L'association des Gouvernements régionaux est actuellement à faire figurer sous la forme d'un visa, comme les autres formalités visées. On écrira, conformément à la nouvelle formule adoptée :

"Vu l'association des Gouvernements de Région à l'élaboration du présent arrêté;".

DispositifArticle 1er

Il est impossible, dans un texte bilingue, de classer les définitions alphabétiquement dans les deux versions, puisque celles-ci doivent être absolument équivalentes. Il convient de réprover la méthode utilisée par le projet examiné, qui consiste à classer alphabétiquement les définitions employées dans une seule langue (la langue française), alors que la notion correspondante dans l'autre version est définie au même endroit. En effet, cette méthode conduit nécessairement à ce que, dans la version dans laquelle le classement alphabétique ne peut être suivi, les définitions se trouvent entremêlées d'une manière tout à fait aléatoire et chaotique. Il faut dès lors remanier l'article 1er, § 1er, de telle sorte que, dans les deux ver-

.../...

sions, les définitions apparaissent selon un ordre logique (1).

Articles 4 à 9

L'article 39 de l'arrêté royal du 15 mars 1954 fixe les conditions dans lesquelles peuvent être validées les licences délivrées à l'étranger.

Sauf dans l'hypothèse où le ministre chargé de l'administration de l'aéronautique fait application des règlements et directives de la Communauté européenne (§ 4), le ministre ou son délégué doit apprécier, au cas par cas, l'équivalence des licences étrangères.

Le système mis en place par les articles 4 à 9, qui fait une distinction entre les Etats membres et les Etats non membres des J.A.A., et qui prévoit une validation de plein droit dans le premier cas, implique une modification préalable de l'article 39 de l'arrêté royal précité.

En outre, concernant l'article 8, il n'appartient pas au ministre de déterminer dans quelles conditions un accord international doit être conclu.

(1) Voir dans le même sens l'avis L. 28.618/3, donné le 29 décembre 1998, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet, devenu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (Moniteur belge du 11 mai 1999, p. 16264, 2e éd.).

Article 16

Il y a lieu de préciser ce qu'il faut entendre par la "Section de médecine aéronautique" et de tenir compte de l'article 7 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en vertu duquel des données médicales à caractère personnel ne peuvent être traitées que par des praticiens de l'art de guérir.

En tout état de cause, il convient de désigner la fonction dont le titulaire est appelé à prendre les décisions individuelles prévues par cette disposition.

Article 25

L'obligation prévue par la disposition examinée selon laquelle le "modèle" de document ou la "forme informatisée" doivent être "acceptables par le directeur général de l'administration de l'aéronautique" est ambiguë. Il convient soit de prévoir que ces modèle ou forme doivent être agréés par le directeur en question, soit de formuler des conditions à respecter.

Article 31

1. L'alinéa 1er de l'article examiné est un exemple particulièrement frappant de subdélégation critiquable. Il est fait, à cet égard, référence à l'observation générale n° 1 formulée ci-dessus.

.../...

L'alinéa 1er doit dès lors être revu.

2. Quant à l'alinéa 2, il doit être omis. En effet, il n'appartient pas aux autorités belges de déterminer quelles sont les conditions de survol des espaces aériens d'autres Etats.

OBSERVATIONS DE LEGISTIQUE

1. Le projet d'arrêté doit être mieux structuré. A cet égard, les quelques recommandations suivantes sont formulées :

- a) il convient d'éviter de faire figurer dans le chapitre II, intitulé "Généralités", et qui comporte seize sections, des dispositions dont l'ampleur justifierait qu'elles constituent un chapitre distinct, comme par exemple les dispositions relatives aux titres étrangers, ou celles relatives à la formation et aux organismes qui dispensent celle-ci;
- b) il convient également d'éviter de faire figurer dans le même chapitre, consacré aux généralités, des dispositions dont la portée est limitée à des circonstances précises, comme par exemple la section XII, qui s'applique au cas particulier du pilotage des avions transportant des passagers;

.../...

- c) afin de simplifier la structure du projet, il convient de grouper les dispositions qui peuvent l'être; c'est ainsi par exemple que dans le chapitre II, le paragraphe 1er de l'article 4 pourrait figurer dans la section IV et que le paragraphe 2 de cet article pourrait figurer dans la section III;
- d) lorsque des chapitres énumèrent, chacun pour une licence différente, les règles applicables à cette licence, il convient d'harmoniser leur structure interne; c'est ainsi que les chapitres IV, V, VI et VIII, devraient être rédigés selon le même plan;
- e) lorsqu'un même terme est utilisé dans des intitulés de chapitre différents, ils doivent l'être avec la même signification, c'est ainsi par exemple que le mot "qualifications" utilisé dans l'intitulé du chapitre VII doit revêtir le même sens que le même mot utilisé dans le chapitre IX; si tel n'est pas le cas, il convient d'utiliser des termes différents.

2. Il faut identifier les éléments d'une énumération par "1°", "2°", "3°", etc., au lieu de le faire par des tirets, voire sans aucun signe distinctif comme dans l'article 1er. Cette règle se justifie d'autant plus lorsque les énumérations comportent un grand nombre d'éléments. Procéder par tirets (ou sans le moindre signe distinctif) rend en effet très difficile l'identification des endroits exacts où d'éventuelles modifications seront à opérer dans le futur.

.../...

3. Dans les énumérations, les différents éléments énumérés sont, sauf le dernier d'entre eux, à faire suivre par un point-virgule, non par un point.

4. Il convient de ne pas souligner certains termes, notamment dans l'énumération qui figure à l'article 1er.

5. Il convient de ne pas diviser un article en paragraphes si aucun de ces derniers ne comporte plusieurs alinéas, comme par exemple dans l'article 3.

6. Lorsqu'un article est divisé en paragraphes, il faut numéroter le premier d'entre eux par la mention "§ 1er", en chiffre ordinal, au lieu de le faire par la mention "§ 1", comme par exemple dans l'article 107. De même lorsque le premier paragraphe d'un article est cité, il convient également d'écrire "§ 1er" au lieu de "§ 1", comme par exemple dans l'article 116, § 3.

7. Il faut éviter d'utiliser le signe "/" dans le texte.

8. Il convient de formuler les obligations à l'indicatif présent, et de ne pas faire usage de la formulation "doit ...".

.../...

9. Lorsqu'un texte est abrogé, comme à l'article 115, alinéa 1er, du projet, il y a lieu de mentionner toutes les modifications expresses encore en vigueur qui apportées à ce texte (1).

10. La première fois qu'une norme est citée dans le projet, il importe de l'identifier en mentionnant sa nature, sa date ainsi que son intitulé complet et exact. En revanche, lorsqu'un texte auquel il est fait référence a déjà été cité dans le projet, il convient de l'identifier en mentionnant sa nature et sa date suivie du mot "précité" ou "précitée".

11. Pour le reste, les auteurs du projet sont invités à s'inspirer des règles de "Légistique Formelle, Recommandations et formules" (site Internet : <http://www.raadvst-consetat.fgov.be>).

(1) Voir à cet égard l'alinéa 4 du préambule (ainsi que l'observation formulée à propos de cet alinéa).

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de minister op het feit dat de ontstentenis van de controle die de Kamer van volksvertegenwoordigers krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de minister niet over de volheid van zijn bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van de verordeningsbepalingen noodzakelijk is.

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De brief en de aanhef zijn bijna op dezelfde wijze geredigeerd. In dit geval luidt de motivering in de aanhef als volgt :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de lidstaten van de J.A.A. (Joint Aviation Authorities) een gemeenschappelijke datum hebben bepaald voor het van toepassing worden deze op Europees vlak eenvormig gemaakte

.../...

bepalingen, te weten 1 juli 1999; dat het er hier dus om gaat dat België de verbintenissen die ten overstaan van de Europese J.A.A.-partners werden genomen, kan nakomen.

In dit verband hebben de J.A.A. een systeem voorzien van supra-nationale controle, uitgevoerd door inspectieploegen bestaande uit experts uit de verschillende lidstaten, en die List-teams (Licensing Standardisation team) worden genoemd. Deze ploegen zijn er mee belast na te gaan of de nationale reglementeringen de JAR-FCL-regels correct overnemen, maar ook of de toepassing en de interpretatie ervan overeenstemmen met de Europese normen. Elke afwijking van de nationale reglementering ten opzichte van de JAR-FCL-regels die door het listing-team wordt vastgesteld kan er, in extreme gevallen, toe leiden dat de door het betrokken land uitgereikte vergunningen niet langer erkend worden als JAR-FCL-vergunningen. De J.A.A. hebben België reeds de komst van de List-teams aangekondigd voor de week van 25 tot 28 mei 1999.

Daarnaast vloeit de dringendheid ook nog voort uit het feit dat deze nieuwe bepalingen een grote ommekeer betekenen op het vlak van de aflevering van vergunningen en hun hernieuwingen, van de examens, en van de opleiding van piloten door erkende instellingen. De draagwijdte van deze ingrijpende wijzigingen is van die aard dat, om toegepast te kunnen worden, deze nieuwe bepalingen noodzakelijkerwijze dienen in het Staatsblad te worden gepubliceerd alvorens ze in werking treden, en dit opdat de verschillende categorieën van gebruikers van het luchtverkeer voor wie deze bepalingen bestemd zijn, er van tevoren zouden van op de hoogte gesteld zijn. Het is inderdaad zo dat de bestemmingen van deze bepalingen, waaronder de instellingen voor opleiding van het vliegend personeel, moeten kunnen beschikken over een minimum aan voorbereidingstijd voor het nemen van een reeks maatregelen van praktische aard, teneinde aan de reglementering te kunnen beantwoorden op het ogenblik dat deze van toepassing wordt. De gebruikers dienen dus officieel op de hoogte te worden gesteld vóór de inwerkingtreding van het ontwerp, hetgeen betekent dat dit ontwerp ten laatste op 15 mei 1999 zou moeten bekendgemaakt worden in het Belgisch Staatsblad;"

.../...

Binnen de korte termijn die de afdeling wetgeving is toegemeten, heeft ze zich beperkt tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Krachtens het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart kan de minister bevoegd voor het bestuur van de luchtvaart zijn bevoegdheden alleen delegeren voor individuele handelingen.

Talrijke bepalingen van het ontwerp dragen de directeur-generaal van het bestuur van de luchtvaart evenwel verordnungsbevoegdheid op, wat niet aanvaardbaar is. Zulks is het geval voor de artikelen 6, 7, 19, 20, 31, 34, 35, 41, 43, 44, 47, 49, 55, 61, 62, 68, 77, 78, 89 en 102.

2. In tegenstelling tot het ministerieel besluit van 23 juni 1969 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen, dat het ontworpen besluit beoogt op te heffen, bepaalt het laatstgenoemde besluit niet op exhaustieve wijze alle voorwaarden waaraan de aanvrager van een vergunning moet voldoen.

Voor tal van die voorwaarden beperkt het zich ertoe te verwijzen naar de "gemeenschappelijke regels die door de JAA zijn uitgewerkt op het gebied van de vergunningen van het stuurpersoneel", dit wil zeggen de JAR-FCL.

.../...

Dat procédé van regelgeving levert een ernstig bezwaar op voor de rechtszekerheid, aangezien de JAR-FCL geen aanleiding geven tot een maatregel van openbaarmaking in België (1).

Bijgevolg dient het ontworpen besluit te worden aangevuld door de voorwaarden voor het afgeven van de vergunningen, gesteld door de JAR-FCL, erin op te nemen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Derde lid

Wanneer een bepaling wordt aangehaald uit een tekst waarnaar in de aanhef wordt verwezen, dienen alle in die bepaling aangebrachte wijzigingen te worden vermeld. Dit lid behoort dus als volgt te worden geredigeerd :

-
- (1) Die JAR-FCL worden niet vermeld onder de JAR opgenoemd in bijlage II bij de Verordening (EEG) nr. 3922/91 van de Raad van 16 december 1991 van de Raad van 16 december 1991 inzake de harmonisatie van technische voorschriften en administratieve procedures op het gebied van de burgerluchtvaart (PB, L373, 31 december 1991), die krachtens artikel 3 van de genoemde Verordening van toepassing zijn in de Gemeenschap. Evenwel behoort erop te worden gewezen dat artikel 5 van dezelfde verordening als volgt luidt : "De Lid-Staten zien erop toe dat hun burgerluchtvaartautoriteiten voldoen aan de voorwaarden voor toetreding tot de JAA, zoals deze zijn vervat in de regelingen, en dat zij deze regelingen zonder voorbehoud vóór 1 januari 1992 ondertekenen."

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 31, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1968 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 oktober 1998, op de artikelen 33 tot 35 en op artikel 39, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 juni 1974 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1992;".

Vierde lid

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er voorheen reeds op gewezen (1) dat verwezen dient te worden naar het ministerieel besluit van 23 juni 1969 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen, met vermelding van alle uitdrukkelijke, nog geldende wijzigingen die dit besluit heeft ondergaan. Naast de vermelde wijzigingen, dient de wijziging te worden vermeld die is aangebracht bij het ministerieel besluit van 12 februari 1999 (2).

(1) Zie het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, gegeven op 24 september 1997 over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende wijziging van het ministerieel besluit van 23 juni 1969 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen" (L. 26.511/4), alsmede het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, gegeven op 9 november 1998, over een ontwerp van ministerieel besluit tot wijziging van hetzelfde besluit (L. 28.023/4).

(2) Belgisch Staatsblad van 19 mei 1999 (2e editie).

Vijfde lid

Vroeger werd weliswaar verwezen naar het feit dat de gewestregeringen betrokken zijn bij het ontwerpen van een besluit, in de vorm van een considerans, doch die werkwijze is thans niet meer gebruikelijk. De omstandigheid dat de gewestregeringen erbij betrokken zijn, dient thans te worden vermeld in de vorm van een lid dat begint met de woorden "Gelet op ...", zoals het geval is voor de andere vormvereisten waarnaar wordt verwezen. Men schrijve overeenkomstig de nieuwe formule :

"Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;".

DispositiefArtikel 1

In een tweetalige tekst is het onmogelijk in beide versies de definities alfabetisch te rangschikken, aangezien deze volledig met elkaar moeten overeenstemmen. De in het onderzochte ontwerp aangewende werkwijze, die erin bestaat de gebruikte definities alfabetisch te rangschikken in één taal (de Franse taal), terwijl het ermee overeenstemmende begrip in de andere versie op dezelfde plaats wordt gedefinieerd, valt af te keuren. Die werkwijze heeft immers noodzakelijk tot gevolg dat in de versie waarin de alfabetische rangschikking niet kan worden gevolgd, de definities op een totaal willekeurige en chaotische wijze onderling samenhangen. Bijgevolg moet artikel 1, § 1, worden

.../...

herwerkt zodat de definities op een logische wijze geordend worden (1).

Artikelen 4 tot 9

Artikel 39 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 stelt de voorwaarden vast waaronder aan de in het buitenland afgegeven vergunningen geldigheid kan worden verleend.

Behoudens in het geval dat de minister belast met het bestuur van de luchtvaart verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap toepast (§ 4), moet de minister of zijn gemachtigde geval voor geval de gelijkwaardigheid van de buitenlandse vergunningen beoordelen.

De bij de artikelen 4 tot 9 ingevoerde regeling, die een onderscheid maakt tussen de Staten die lid zijn en die welke geen lid zijn van de J.A.A., en die voorziet in een geldigmaking van rechtswege in het eerste geval, impliceert een voorafgaande wijziging van artikel 39 van het voormelde koninklijk besluit.

(1) Zie in dezelfde zin advies L. 28.618/3, gegeven op 29 december 1998, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (Belgisch Staatsblad van 11 mei 1999, blz. 16264, 2e editie.).

Bovendien staat het niet aan de minister om, wat artikel 8 betreft, te bepalen onder welke voorwaarden een internationaal akkoord moet worden gesloten.

Artikel 16

Er dient duidelijk te worden gemaakt wat moet worden verstaan onder de "Afdeling Luchtvaartgeneeskunde" en er dient rekening te worden gehouden met artikel 7 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, krachtens hetwelk medische persoonsgegevens uitsluitend door beoefenaars van de geneeskunst mogen worden verwerkt.

Hoe dan ook dient het ambt te worden aangewezen waarvan de bekleder de individuele beslissingen moet nemen waarin deze bepaling voorziet.

Artikel 25

De verplichting die de onderzochte bepaling stelt, luidens welke het "model" van het document of de "geïnformaliseerde vorm" ervan "aanvaardbaar moeten zijn voor de directeur-generaal van het bestuur van de luchtvaart", is dubbelzinnig. Ofwel dient te worden bepaald dat die modellen of vormen erkend moeten worden door de directeur in kwestie, ofwel moeten in acht te nemen voorwaarden worden geformuleerd.

.../...

Artikel 31

1. Het eerste lid van het onderzochte artikel is een bijzonder treffend voorbeeld van laakbare subdelegatie. In dat opzicht wordt verwezen naar de hierboven geformuleerde algemene opmerking nr. 1.

Het eerste lid moet bijgevolg worden herzien.

2. Het tweede lid moet vervallen. Het is immers geen aangelegenheid van de Belgische overheden om te bepalen onder welke voorwaarden over het luchtruim van andere Staten mag worden gevlogen.

OPMERKINGEN OVER DE WETGEVINGSTECHNIEK

1. Het ontwerpbesluit moet beter gestructureerd worden. In dat opzicht worden de volgende aanbevelingen geformuleerd :

- a) er behoort vermeden te worden in hoofdstuk II, met als opschrift "Algemeenheden" (beter : "Algemeen"), dat zestien afdelingen bevat, bepalingen op te nemen die wegens de omvang ervan een afzonderlijk hoofdstuk zouden kunnen vormen, zoals bij voorbeeld de bepalingen betreffende de buitenlandse titels of die betreffende de opleiding en de instellingen die deze opleiding geven;

.../...

- b) tevens dient te worden vermeden in hetzelfde hoofdstuk, dat aan de "algemeenheden" is gewijd, bepalingen op te nemen waarvan de draagwijdte beperkt is tot specifieke omstandigheden, zoals bij voorbeeld afdeling XII, die van toepassing is op het bijzondere geval van het besturen van passagiersvliegtuigen;
- c) om de structuur van het ontwerp te vereenvoudigen dienen de bepalingen, waar zulks kan, te worden gegroepeerd; zo zou bijvoorbeeld in hoofdstuk II paragraaf 1 van artikel 4 in afdeling IV kunnen worden opgenomen en zou paragraaf 2 van dat artikel in afdeling III kunnen worden opgenomen;
- d) wanneer hoofdstukken elk voor een verschillende vergunning de regels opnoemen die van toepassing zijn op die vergunning, dient hun interne structuur op elkaar te worden afgestemd; zo zouden de hoofdstukken IV, V, VI en VIII volgens hetzelfde plan moeten worden geredigeerd;
- e) wanneer eenzelfde woord wordt gebruikt in opschriften van verschillende hoofdstukken, dienen ze in dezelfde betekenis te worden gebruikt; zo moet bijvoorbeeld het woord "bevoegdverklaring", dat in het opschrift van hoofdstuk VII wordt gebruikt, dezelfde betekenis hebben als hetzelfde woord dat in hoofdstuk IX wordt gebruikt; indien zulks niet het geval is, dienen verschillende woorden te worden gebruikt.

.../...

2. De onderdelen van een opsomming moeten worden aangegeven met "1°", "2°", "3°", enz. in plaats van met streepjes, of zelfs zonder enig speciaal teken zoals in artikel 1. Die regel is des te meer gerechtvaardigd wanneer de opsommingen een groot aantal onderdelen bevatten. Werken met streepjes (of zonder het minste speciaal teken) maakt het immers moeilijk de juiste plaats terug te vinden waar eventuele wijzigingen in de toekomst moeten worden aangebracht.

3. In de opsommingen moeten de verschillende opgesomde onderdelen, behalve het laatste ervan, gevolgd worden door een kommapunt, niet door een punt.

4. Bepaalde woorden dienen niet te worden onderstreept, onder meer in de opsomming die voorkomt in artikel 1.

5. Een artikel dient niet te worden ingedeeld in paragrafen als geen enkele van die paragrafen meerdere leden bevat, zoals bij voorbeeld in artikel 3.

6. Wanneer in de Franse tekst een artikel wordt ingedeeld in paragrafen, dient de eerste ervan te worden genummerd met de vermelding "§ 1er", door middel van een rangtelwoord, in plaats van met de vermelding "§ 1", zoals bij voorbeeld in artikel 107. Wanneer de eerste paragraaf

.../...

van een artikel wordt aangehaald, dient evenzo "§ 1er" te worden geschreven in plaats van "§ 1", zoals bij voorbeeld in artikel 116, § 3.

7. Het gebruik van het teken "/" dient te worden vermeden in de tekst.

8. De verplichtingen dienen in de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden geformuleerd, zonder gebruik te maken van het woord "dient ...".

9. Wanneer een tekst wordt opgeheven, zoals in artikel 115, eerste lid, van het ontwerp, dienen alle uitdrukkelijke, nog geldende wijzigingen te worden vermeld die deze tekst heeft ondergaan (1).

10. Wanneer een rechtsregel voor de eerste maal wordt aangehaald in het ontwerp, is het van belang deze kenbaar te maken door de aard, de datum, alsmede het volledige en juiste opschrift ervan aan te geven. Wanneer daarentegen een tekst waarnaar wordt verwezen reeds is aangehaald in het ontwerp, dient de aard en de datum ervan te worden vermeld, voorafgegaan door het woord "voormeld" of "voormelde".

(1) Zie in dat opzicht het vierde lid van de aanhef (alsmede de opmerking die in verband met dat lid is gemaakt).

11. Voor het overige worden de stellers van het ontwerp verzocht zich te laten leiden door de regels van de "Wetgevingstechniek, aanbevelingen en formules" (Internet-site : <http://www.raadvst-consetat.fgov.be>).

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. JADOT, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. JADOT, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN